

Visite du DGA du FMI à Ouaga: renforcement de la co

finances publiques à des risques budgétaires, et exigent donc un solide dispositif institutionnel conjugué à une bonne gouvernance et à de bonnes capacités réglementaires.

En particulier, il est important de disposer d'un solide dispositif global de planification de l'investissement public et d'un dispositif juridique détaillé

en matière de PPP, d'accorder un rôle important au ministère des Finances, en ce qui concerne la gestion des PPP et leur compatibilité avec le cadre macroéconomique global, et d'assurer la transparence de la comptabilité et de l'information.

Depuis plus d'une décennie, notre pays a souvent été désigné dans les instances internationales comme un «bon élève du FMI». Paradoxalement, la majorité des Burkinabè reste pauvre. Les programmes du FMI produisent-ils vraiment les effets souhaités?

Grace à ses propres efforts, le Burkina Faso a enregistré un taux élevé de croissance de l'ordre de 6% en moyenne annuelle au cours des 20 dernières années. Du fait de cette croissance, la pauvreté a reculé et les conditions de vie des populations se sont améliorées. Le nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 Dollar par jour a considérablement baissé, passant de 83% en 1994 à 44% en 2014.

Les risques pour la croissance du PIB

- Menaces sécuritaires
- Volatilité des prix internationaux de l'or, coton, pétrole
- Chocs environnementaux sur l'agriculture

Le Burkina Faso démarrera un nouveau programme triennal avec le FMI en 2018. Est-ce donc une bonne chose pour le pays que d'entrer dans un nouveau programme? Si oui, pour-

Le nombre de personnes ayant accès à l'enseignement de base, aux soins de santé et à l'eau potable a également grandement augmenté. Il reste bien sûr beaucoup à faire pour réduire la pauvreté et

LE Burkina vient de lancer un ambitieux programme baptisé PNDES. Quelle appréciation faites-vous du PNDES et quels soutiens le pays peut-il attendre de votre institution ?

«Je dirais d'entrée de jeu que la vision et les objectifs du PNDES — y compris une augmentation de 30% du taux de croissance par rapport à la moyenne annuelle de 6% des cinq dernières années — sont effectivement très ambitieux, et qu'ils ne pourront être réalisables que si le programme s'appuie sur des politiques économiques crédibles et clairement élaborées. Je tiens à féliciter les autorités burkinabè pour avoir entrepris de relever ces défis.

Pour pouvoir atteindre les taux annuels de croissance proche de 8% que prévoit le PNDES, le Burkina Faso va devoir élargir, accélérer et approfondir les réformes afin de créer la marge de manœuvre requise pour financer les investissements dans les projets porteurs sur le plan économique et social, et améliorer la gouvernance de manière à promouvoir l'activité du secteur privé et attirer l'investissement direct étranger ; de sorte que l'ensemble de la population, dans toutes les couches de revenus, et les femmes puissent avoir une activité économique rémunérée. Le FMI est prêt à accompagner le Burkina Faso dans cette entreprise», M. Mitsuhiro Furusawa, DGA du FMI. □

quoi ?

Un nouveau programme appuyé par le FMI peut avoir des avantages importants pour le Burkina Faso. Il apporterait un certain financement, mais il permettrait aussi et surtout de catalyser le soutien d'autres partenaires techniques et financiers et de mobiliser des investissements extérieurs dans les infrastructures ; le FMI assurant une évaluation positive de la crédibilité des politiques macroéconomiques nationales.

pour rendre la croissance plus inclusive.

Dans ce cadre, je crois raisonnable de dire que les programmes appuyés par le FMI ont aidé les autorités à définir des politiques économiques appropriées pour établir cette croissance durable et inclusive. De fait, durant ces deux dernières décennies, le FMI a accordé une importance grandissante à la protection des couches de populations les plus vulnérables dans les programmes mis en œuvre par les pays à faibles revenus, y compris en Afrique subsaharienne.

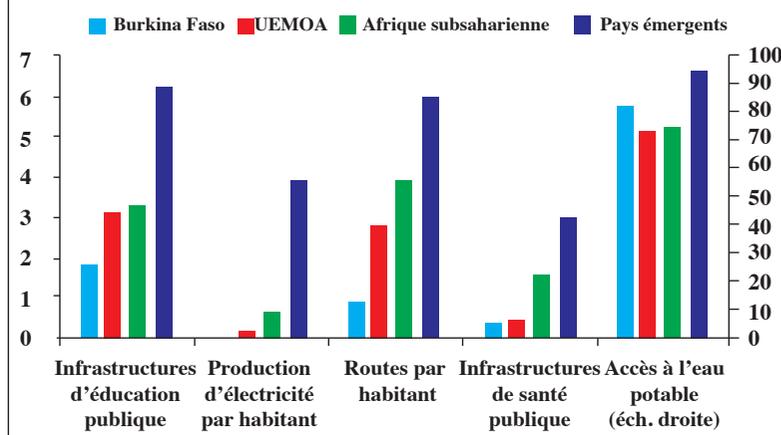
Investissements publics, infrastructures et compétitivité

Burkina Faso: investissements publics, infrastructures et

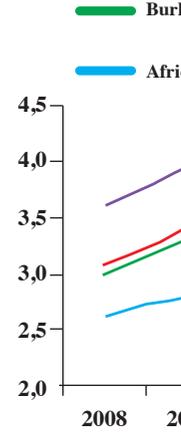
L'accès aux infrastructures publiques est inférieur à celui des pays comparables...

... ce qui a donné lieu notamment

Indicateurs d'accès aux infrastructures publiques *



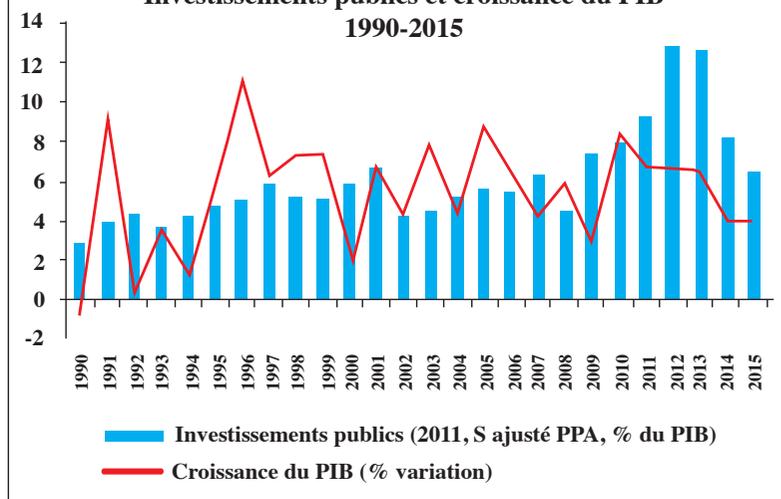
La qual



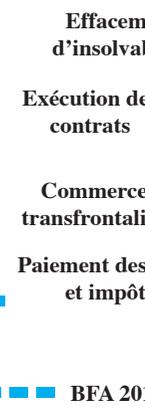
L'investissement public n'a pas de cyclicité marquée ni d'effet sur la croissance...

... et n'a pas corrélation

Investissements publics et croissance du PIB 1990-2015

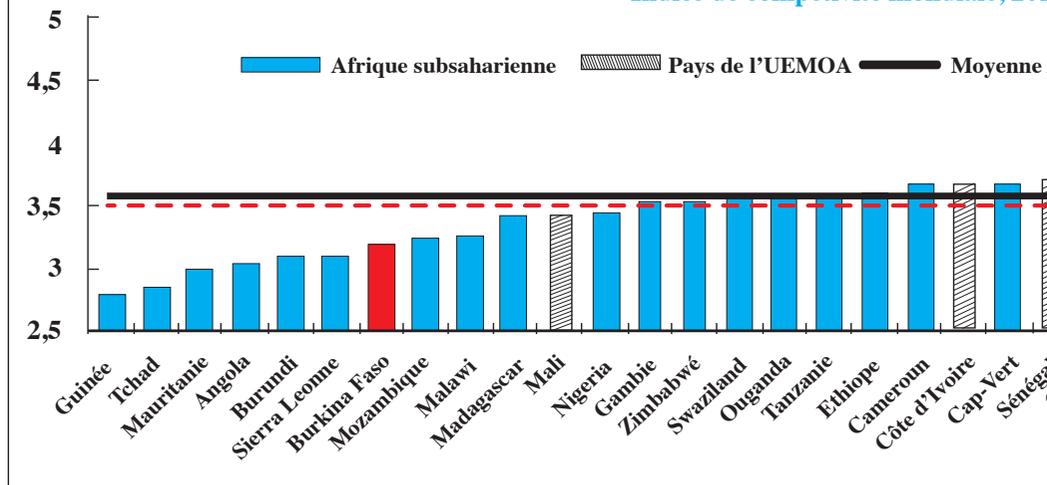


Indicateurs



Les déficits d'infrastructures et les retards dans les réformes visant à améliorer le climat des affaires

Indice de compétitivité mondiale, 2015



Source: Banque mondiale; Forum économique mondial; estimation des services du FMI

* Les unités sont adaptées à l'échelle. Echelle de gauche: l'infrastructure d'enseignement public est mesurée en nombre de personnes; la production d'électricité par habitant, en milliers de kwh par personne; les routes par habitant, en kilomètres; les infrastructures de santé publique en lits d'hôpital pour 1.000 personnes. Echelle de droite: l'accès à l'eau potable est mesuré à partir de l'année la plus récente pour chaque pays.